



CONCOURS ORAUX LV1 ALLEMAND 2022

Choix de textes de la session Juin 2022

N° 48 Déroute énergétique de l'Allemagne : et si le cynisme ne payait plus ?

Sylvain Fort, L'Express, 3.2.22

Il est fini le temps où nous pouvions bricoler dans notre coin national des compromis à courte vue.

En cette période de campagne présidentielle, qu'on me permette un court dégagement sur le prix des petits arrangements entre amis que semble exiger toute victoire électorale. Tout part de la *realpolitik*, nom dont on affuble généralement les manœuvres cyniques que requiert la gestion quotidienne des affaires publiques. Exemple : Angela Merkel, lors de son second mandat, avait décidé, pour conserver le pouvoir, de pactiser avec les Verts. Si les Grünen allemands sont autrement réalistes que nos écolos français, ils n'en sont pas moins fermes sur certains points idéologiques fédérant leur base. C'est pour leur complaire que la chancelière décida de fermer les centrales nucléaires allemandes. Partout, les Verts avaient assuré qu'un accident majeur était imminent et exterminerait sans faute la population allemande et tout ce qui l'entoure. Leur accorder ce point ne fut pas un bien grand cas face à une opinion encore traumatisée par Tchernobyl et traditionnellement méfiante à l'égard du nucléaire.

En France, au même moment, on ne vit dans cette initiative que le fait d'un accord de politique interne un peu médiocre, dont nous saurions, le moment venu, tirer parti. L'Histoire a de ces astuces. Loin de nous acheter notre électricité, les Allemands se tournèrent d'abord vers leurs centrales à charbon puis vers des pays produisant avec force lignite ce dont ils avaient besoin. On vit se mettre en place une économie de l'électricité hypercarbonée comme on n'en avait pas idée. La spéculation alla bon train. Les Allemands édifièrent alors ces éoliennes dont ils sont friands à proportion de leur inefficacité. 500 milliards d'euros y furent consacrés. Et puis, ils trouvèrent utile de se tourner vers le gaz russe, qui faisait au

même moment les beaux jours du jeune retraité Gerhard Schröder. La déroute énergétique de l'Allemagne est tous les jours sous nos yeux.

Climatiquement délirante, financièrement déraisonnable, politiquement irresponsable : le bilan d'Angela Merkel en la matière ne ressemble pas aux éloges qui lui furent tressés au moment de son départ, où l'ont vit la déesse de la Vertu et le dieu du Courage se donner la main pour en remonter aux désordres français. Ces accords de gouvernement signés sur un coin de table n'eurent pas ce seul effet. Ainsi le gaz russe est-il devenu, en peu de temps, non point la ressource énergétique principale de l'Allemagne, mais son nœud coulant diplomatique. Plus rien n'est possible face à un président Poutine qui, usant des ficelles classiques de la géoéconomie, a fait du gaz un levier de puissance.

Il fallait être un Vert allemand - ou une chancelière assoiffée de pouvoir - pour ne pas s'en rendre compte. La corde russe est nouée autour du cou de l'Allemagne sur le plan énergétique comme la corde turque l'est sur le plan migratoire. L'Allemagne pratique la diplomatie des fourches caudines. Ce fier pays, notre plus proche allié, avec son industrie puissante qui tous les jours nous fait pâlir d'envie, est en réalité devenu l'otage géopolitique des ennemis de l'Europe. Et tout cela pourquoi ? Pour un minable compromis électoral. Pour une coalition de fortune permettant à Madame Merkel de rester à sa place. Et qui finalement aboutit aujourd'hui à cette déclaration hallucinante du chancelier Scholz : « Pénaliser la Russie sur le dossier ukrainien pourrait pénaliser davantage encore ceux qui pénalisent. » Dans le monde tel qu'il va, le court terme que semble commander la vie démocratique se heurte au long terme stratégique dont de grandes puissances ont fait leur seul horizon.

Nous ne pouvons plus bricoler dans notre coin national des compromis à courte vue dont nous serons demain les premières victimes. Hier pain quotidien de la vie politique, les petites ententes douteuses se payent aujourd'hui très cher sur la scène mondiale. Etrangement, ce monde brutal et menaçant sanctionne le cynisme à courte vue. Il impose la vision stratégique de ses propres intérêts à long terme. La situation ukrainienne est le cas d'école de cette injonction faite aux démocraties libérales, si elles veulent le rester, de voir clair. Si la politique étrangère n'est pas la préoccupation des Français en période électorale, elle est pourtant devenue le déterminant principal de notre avenir commun. La seule gratitude due à Merkel est de nous avoir appris cette leçon, dût-elle, pour notre malheur, ne se l'être point appliquée.

N° 18 Olaf Scholz ouvre un boulevard européen à Emmanuel Macron

Le Figaro, 10.5.2022

Si Emmanuel Macron entend réformer l'Europe et en prendre le leadership, il y a un homme qui ne lui fera pas d'ombre, c'est le chancelier allemand Olaf Scholz. Tel est constat a minima qu'on peut tirer de la réélection du président de la République et des six premiers mois de mandat du dirigeant social-démocrate allemand. Lundi, le premier a invoqué les mânes de Robert Schumann en s'adressant au Parlement européen, affirmant que « la liberté et l'espoir ont le visage de l'Union européenne ».

Dans une allocution solennelle à la télévision publique dimanche, le second s'est prévalu du seul mandat que lui ont confié ses électeurs. « J'ai juré dans mon serment de ne pas nuire au peuple allemand », a rappelé le chef du gouvernement, adepte de la forme négative. « Nous n'entreprenons rien qui puisse nous nuire, à nous et à nos partenaires », a-t-il ajouté. Cette formule très prudente a, encore une fois, suscité l'aigreur de la presse nationale à l'égard d'un « chancelier fantôme ». « Son discours illustre parfaitement le principe selon lequel l'Allemagne est un pays qui aime à se faire tout petit quand il le faut, abandonnant toute prétention à jouer un rôle important dans le monde », a cinglé le magazine Der Spiegel .

Les semaines de gestion du chancelier passées sous crise ukrainienne, marquées par l'hésitation et l'absence de paroles fortes, ont convaincu, y compris à Berlin, que son homologue français pourrait profiter de la béance qui s'ouvrirait chez le voisin. Comme si par un phénomène de vases communicants, le chancelier discret laissait devant le président réélu un boulevard européen grand ouvert pour appliquer ses idées. Loin de donner l'image d'un couple franco-allemand dysfonctionnel et déséquilibré, la nouvelle conjoncture politique profiterait à l'Europe.

Sur la forme, le discours d'Emmanuel Macron à Strasbourg équivaut au discours de la Sorbonne de 2017 auquel Angela Merkel n' avait pas répondu. Cet oubli fut reproché à la chancelière par les europhiles allemands qui, depuis son départ, dressent un bilan sans concession de la politique européenne de Mutti. Cinq ans plus tard, Olaf Scholz adhère aux projets du chef de l'Élysée, qu'il a reçu dès lundi soir à Berlin dans la foulée de Strasbourg. « Nous voulons avancer ensemble », a-t-il dit.

Les deux hommes ont appris à se connaître. Comme ministre des Finances, l'Allemand fut le coartisan du projet d'emprunt européen post-Covid. Le président français fougueux du premier mandat a reconnu, pour sa part, que le temps politique à Berlin n'avait pas la même durée qu'à Paris.

Sur le fond des propositions d'Emmanuel Macron, pas grand-chose ne détonne avec les positions allemandes, dont ce souci commun de ne pas « faire la guerre à la Russie ». Les deux capitales se tiennent « aux côtés » de l'Ukraine pour renforcer la position de Kiev dans les négociations d'un « cessez-le-feu », pas plus. Quelques heures avant qu'Emmanuel Macron ne fixe à « plusieurs décennies » l'horizon d'une adhésion ukrainienne à l'UE, la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, refusait d'offrir à Kiev « des promesses vides ». Paris et Berlin sont prêts à définir les modalités d'une « intégration » ukrainienne à la « maison Europe », vague substitut au club des Vingt-Sept.

À la différence d'Angela Merkel, Olaf Scholz ne s'oppose pas au projet d'une révision des traités, à laquelle adhère le président français. Cette éventualité est écrite noir sur blanc dans l'accord de coalition. En annonçant le déblocage de 100 milliards d'euros au profit de la Bundeswehr, l'Allemagne a également franchi un grand pas dans le renforcement de la défense européenne. Par ailleurs, sous la pression des crises sanitaire et militaire, l'Allemagne se rallie progressivement à l'idée d'une souveraineté économique européenne, elle qui a longtemps fait du libre-échange un pilier de sa diplomatie. Enfin, après Paris, Berlin se convertit nolens volens au principe forcé de l'endettement budgétaire.

À défaut d'un leadership personnel, l'Europe profiterait ainsi de l'avènement d'une discrète révolution idéologique allemande, et de l'absence de clivage majeur dans le couple franco-allemand.

«Son discours illustre parfaitement le principe selon lequel l'Allemagne est un pays qui aime à se faire tout petit quand il le faut» DER SPIEGEL »

N° 20 Le nucléaire continue de diviser Paris et Berlin

Derek Perrotte, Ninon Renaud, Les Echos, 24.1.2022

Portée par Paris, une majorité d'Etats soutient l'inclusion du nucléaire dans la liste des énergies vertes de l'Union européenne.

La France entend relancer la construction de nouveaux réacteurs. Ici, la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux, dans le Loir-et-Cher.

L'Europe continue de se fissurer sur l'atome. Réunis de jeudi à samedi à Amiens, les ministres de l'Environnement et de l'Energie des Vingt-Sept ont étalé leurs divisions sur le sort à réserver au nucléaire, ainsi qu'au gaz, dans la future « taxonomie » définissant les activités « vertes » afin d'y drainer les investissements.

Le 31 décembre, la Commission, qui a la main sur l' « acte délégué » (un décret européen) devant trancher, a proposé d'inclure aussi bien le nucléaire que le gaz, dans une sous-catégorie d'énergies « utiles à la transition » et encadrées de garde-fous. Une première victoire pour la France, qui mène un intense lobbying en faveur de l'atome à l'heure où elle entend relancer la construction de réacteurs.

Cependant, la pilule ne passe pas pour le Luxembourg, l'Autriche, l'Espagne, le Danemark et l'Allemagne, qui ont réaffirmé à Amiens leur opposition. Les deux premiers brandissent même la menace d'actions en justice. « Ce serait du 'greenwashing' », selon le Luxembourg et cela « affecterait la crédibilité de la taxonomie », a abondé l'Autriche.

Après de longues hésitations, le gouvernement allemand a envoyé vendredi soir un avis à la Commission (c'était la date butoir donnée aux Vingt-Sept pour réagir à l'avant-projet). Dans ce texte, Berlin s'oppose clairement à l'inclusion du nucléaire, qu'il juge « ni vert, ni durable ». « Si la Commission ignore les commentaires critiques d'un certain nombre d'Etats, dont le nôtre, nous pensons que l'Allemagne devrait rejeter le projet », préviennent les deux ministres écologistes, Steffi Lemke pour l'Environnement, et Robert Habeck pour l'Economie et le Climat.

Le «non» allemand d'une portée relative

Les Verts n'ont en revanche pas obtenu de leurs alliés d'alignement sur un « non » clair à la classification du gaz, dont l'Allemagne aura grand besoin ces prochaines années. L'avis du gouvernement souligne cependant la nécessité que cette énergie fossile soit cantonnée au rang de technologie de transition par des conditions supplémentaires afin de ne pas entraver le déploiement de technologies vertes.

Pour leur crédibilité, les Verts ne pouvaient faire l'économie de telles exigences mais le « non » allemand au nucléaire est d'une portée à relativiser. Pour la coalition d'Olaf Scholz, un petit accro à l'amitié franco-allemande valait donc mieux qu'un discrédit de son partenaire gouvernemental.

L'exercice de consultation des Etats a, en effet, confirmé que les opposants, tout virulents qu'ils soient, restent largement minoritaires. Emmenée par Paris, une grosse dizaine de pays soutient l'inclusion du nucléaire, et une dizaine d'autres ne s'y opposeront pas. « Le nucléaire est décarboné. On ne peut pas s'en priver au moment où nous devons baisser très vite nos émissions », a expliqué jeudi la ministre française de l'Ecologie, Barbara Pompili.

Difficile dans ces conditions d'imaginer la Commission changer radicalement sa copie. Une version finale est attendue « rapidement » et doit entrer en vigueur quatre mois après. Une opposition à la majorité simple au Parlement européen pourrait toutefois encore stopper le texte. Vendredi, les socialistes ont rejoint les écologistes dans le camp du « non » et dans une lettre commune, des parlementaires de divers bords réclament plus de temps et une consultation publique.

« Il ne faut pas se tromper de débat : la taxonomie définira ce qui est 'vert' ou pas, mais elle ne va pas autoriser ou interdire le financement du gaz et du nucléaire. Ils sont et resteront possibles! C'est avant tout politique : la France veut que l'Europe dise 'le nucléaire, c'est vert' pour ainsi justifier et alimenter ses investissements à venir », déplore l'eurodéputée socialiste Aurore Lalucq. Mais sans la droite ni les centristes, plutôt favorables au projet, l'opération de blocage aura du mal à aboutir.

La bataille politique pourrait aussi devenir juridique. Berlin souligne ses doutes sur la compatibilité de la classification de cette énergie comme durable avec les exigences de l'ordonnance sur la taxonomie. Outre les risques sécuritaires et la question des déchets, le Luxembourg avance que la Commission serait tombée dans « l'abus de pouvoir » en traitant une question aussi importante dans un simple acte délégué. Le recours à cet outil a été validé l'an passé par le Conseil, rétorque l'exécutif continental.

N° 58 Berlin tourne un peu plus le dos au pacifisme

Le Temps, 27.4.22

ALLEMAGNE Sous pression de la coalition gouvernementale et de l'étranger, le chancelier Olaf Scholz a décidé d'autoriser la livraison d'une cinquantaine de chars de combat à Kiev. Pour l'Allemagne, c'est un pas de plus vers un engagement militaire en faveur de la démocratie

Briser un tabou vieux de plusieurs décennies est un processus difficile. L'Allemagne, qui a longtemps refusé de s'impliquer militairement dans des théâtres de guerre à l'étranger, a franchi une première étape le 27 février, trois jours après le début de la guerre en Ukraine, en annonçant la création d'un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour remettre à niveau la Bundeswehr. Ce faisant, elle se conformait à la règle de l'OTAN qui exige que 2% du PIB soient consacrés à la défense. Lundi, elle a fait un pas de plus en décidant de livrer à l'Ukraine une cinquantaine de chars de type Guépard, dotés de canons de 35 mm et de radars.

Veto suisse

Avec la décision de fin février, le plus gros semblait fait. Berlin livre certes des armes à l'Ukraine depuis plusieurs semaines, dont des bazookas et des missiles antiaériens, mais le chancelier Olaf Scholz semblait peu enclin à en faire davantage. Lundi marque donc une nouvelle étape dans le revirement allemand du pacifisme post-1945, et la livraison d'armements lourds à Kiev révèle une escalade dans la manière dont le pouvoir allemand voit le conflit en Ukraine.

Les chars de type Guépard serviront à la défense antiaérienne, mais aussi à la défense au sol. Ils ne proviendront pas directement des réserves de l'armée, qui a souffert des économies faites au cours de la dernière décennie, mais des stocks de l'industrie allemande de l'armement. La ministre de la Défense, Christine Lambrecht, a d'ailleurs précisé que, dorénavant, l'Ukraine pourrait simplement effectuer des commandes auprès des groupes industriels allemands, et que l'Allemagne passerait à la caisse.

L'industrie allemande était déjà disposée à envoyer ces blindés en Ukraine depuis longtemps. Mais pour les systèmes d'armement présents sur ces chars, il manquait auparavant les munitions nécessaires. Une des solutions envisagées par Berlin avait été d'envoyer des munitions suisses à l'Ukraine, mais Berne y avait opposé son veto.

Pour la Confédération, c'est une question de neutralité, mais aussi de respect de la législation en vigueur qui interdit ce type de livraison. L'Etat allemand promet de former sur son sol les militaires ukrainiens à l'utilisation des chars et de leurs équipements. Selon la Süddeutsche Zeitung, la société allemande Rheinmetall a aussi proposé à Kiev une livraison de 88 chars de combat usagés de type Leopard I.

Alors qu'Olaf Scholz avait nourri l'espoir de maintenir un canal diplomatique plus ou moins ouvert avec le Kremlin, la décision de Berlin de renforcer son aide militaire à Kiev signale que cet espoir s'est en grande partie évanoui. La volonté allemande de soutenir encore davantage l'Ukraine face à l'agresseur russe est aussi la résultante d'un débat intra-allemand houleux. Si l'aile gauche du SPD est opposée à la livraison de chars, le chancelier Scholz a dû faire face à une très forte pression des autres membres de la coalition gouvernementale, des Verts et des libéraux. Même l'opposition CSU/CDU avait l'intention de déposer une motion exigeant de la Chancellerie fédérale qu'elle procède à l'envoi d'armements lourds. La pression sur Olaf Scholz est aussi venue de l'étranger: les pays d'Europe centrale et baltes n'ont pas manqué de critiquer l'attentisme allemand, estimant que Berlin continuait d'une manière ou d'une autre à mener une politique conciliante avec Moscou.

A cet égard, l'ancien chancelier SPD Gerhard Schröder, qui a présidé le conseil d'administration de la société pétrolière russe Rosneft depuis 2017 et qui a été invité à occuper un poste au conseil d'administration de Gazprom trois semaines avant l'invasion russe de l'Ukraine, devient un boulet considérable pour son parti et pour l'Allemagne, qui cherche à s'affranchir d'une politique commerciale ouverte envers la Russie menée depuis la réunification allemande en 1990. L'ex-ministre conservateur Norbert Röttgen résume: Schröder a «profité de la réputation et de l'influence de la Chancellerie et s'est vendu comme un agent défendant les intérêts russes pour devenir riche».

Dorénavant, l'Ukraine pourra passer commande auprès des groupes industriels allemands

N° 64 Automobile : ces constructeurs qui se résignent à geler les commandes

Lionel Steinmann, Les Echos, 21.4.22

Volkswagen ne prend plus de nouveaux clients pour des modèles hybrides rechargeables en Allemagne jusqu'à nouvel ordre. Face à l'allongement excessif des délais de livraison, il s'agit d'épargner les nerfs du client... et les marges.

Les constructeurs automobiles avaient abordé l'année 2022 pleins d'espoir, persuadés que les difficultés de production qui les entravaient depuis des mois allaient peu à peu s'estomper. Mais la pénurie persistante de semi-conducteurs, à laquelle se sont ajoutées les conséquences de la guerre en Ukraine, a douché leur optimisme et contraint certains d'entre eux à une mesure rarissime : geler les prises de commandes en attendant que la situation s'améliore.

C'est le cas chez Volkswagen. Depuis début mars, la marque n'accepte plus de commandes de la part de ses clients allemands pour les versions hybrides rechargeables de la Golf, la Passat, le Tiguan ou encore le Touareg. L'objectif est de ne pas étirer des délais de livraison déjà sinistrés par le manque de puces et les difficultés de certains équipementiers à faire fonctionner leurs usines en Ukraine. D'après le site « Automobilwoche » qui a révélé l'information, ce délai atteint déjà huit à dix mois selon les modèles.

Le volume de production déjà épuisé pour 2022

Le même média avait rapporté quelques jours plus tôt une décision similaire d'Audi, autre marque du groupe allemand, appliquée cette fois à l'échelle de l'Europe. « Du fait d'une forte demande et des restrictions dans notre approvisionnement, le volume de production disponible pour les modèles hybrides rechargeables Audi en 2022 est actuellement déjà épuisé », indiquait un porte-parole.

Selon Jérôme Donguy, responsable de la planification et des opérations de ventes pour la marque en France, cette décision ne concerne dans l'Hexagone que les concessionnaires, qui n'ont plus la possibilité de renouveler leurs stocks : « Les clients peuvent toujours passer commande, même s'il faut qu'ils se montrent patients », en particulier pour les gros SUV Q7 et Q8.

La France, argumente le responsable, représente un des marchés les plus importants d'Audi pour l'hybride rechargeable, « et nous sommes favorisés dans l'allocation des

capacités de production ». Dans les concessions, le chaland est toutefois mis en garde sur le choix de certaines options, qui pourraient retarder de plusieurs mois le moment où le véhicule arrivera enfin.

Tesla, la dissuasion par les prix

Tesla, de son côté, n'a pas fermé le robinet à commandes, mais c'est tout comme. Habitué à bousculer ses tarifs sans préavis, le constructeur californien, qui demande sept mois de patience pour entrer en possession d'une Model 3 de base, a augmenté en quelques jours le prix de celle-ci de 6.190 euros, pour le porter à 49.990 euros.

Avec ce montant, le bonus écologique descend de 6.000 à 2.000 euros, et les clients doivent déboursier au final 23 % de plus qu'il y a deux mois. Elon Musk voudrait les dissuader d'acheter ses voitures pour le moment qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Ménager le client... et les marges

En cessant de prendre des commandes, les industriels répondent à deux préoccupations. D'abord, éviter de placer les clients dans une situation trop frustrante, surtout quand le délai annoncé par le vendeur, qui excède déjà six mois pour un bon nombre de modèles et de constructeurs, est loin d'être garanti. De surcroît, les coûts de production de l'industrie automobile se sont emballés dernièrement. Dans une étude présentée fin octobre, le cabinet AlixPartners avait calculé que le prix des matières premières avait grimpé de 85 % en 18 mois. Et la courbe a continué à grimper depuis, en particulier pour les voitures électrifiées, sensibles à la flambée des prix du nickel, du cobalt ou du lithium, qu'on retrouve dans leur batterie.

Dans ce contexte d'inflation soutenue, une attente trop longue entre la commande et la fabrication effective expose le constructeur à une hausse de ses coûts de production, alors que le prix de vente, lui, ne bouge pas. Pour réduire le risque sur les marges, mieux vaut cesser temporairement d'enregistrer des commandes, le temps que le délai se réduise. « C'est une problématique industrielle : quand le prix de tous les matériaux de base est orienté à la hausse, le service achat tire la sonnette d'alarme », résume François Roudier, porte-parole de la PFA. Certaines marques n'ont toutefois pas cette latitude. Il y a un mois, un site spécialisé a avancé que Renault avait suspendu les prises de commandes en Allemagne pour sa nouvelle Mégane électrique. Le Losange a depuis démenti l'information. Sur ce modèle très attendu, la marque, en pleine convalescence, doit démontrer qu'elle a renoué avec le succès, et ne refusera aucun client, quitte à ce que les délais de livraison s'allongent indûment.

N° 88 Coalitions européennes : en Allemagne, la culture du compromis

Depuis 1949, à une exception près, la formation politique arrivée en tête aux législatives a toujours eu besoin d'un partenaire pour constituer une majorité.

Thomas Wieder, Le Monde, 25.6.22

A l'époque où Emmanuel Macron était ministre de l'économie (2014-2016), l'un de ses collègues du gouvernement lui demanda s'il comptait se présenter un jour aux législatives. « Le Parlement, c'est fini. Ça n'est plus là que ça se passe », répondit le futur chef de l'Etat. Une telle remarque serait inimaginable en Allemagne, où le poste de chancelier – véritable détenteur du pouvoir exécutif dans un pays où le président a un rôle essentiellement honorifique – revient au chef de file du parti ayant le plus grand nombre de députés au Bundestag.

Depuis la fondation de la République fédérale, en 1949, il n'est arrivé qu'une fois qu'un parti recueille à lui seul la majorité absolue aux législatives : l'Union conservatrice (CDU-CSU), en 1957, avec 50,2 % des voix. A cette exception près, la formation arrivée en tête a toujours eu besoin d'un partenaire pour constituer une majorité. A l'automne 2021, c'est une coalition à trois – sociaux-démocrates (SPD), Verts et libéraux (FDP) – qui a été formée pour la première fois au niveau fédéral par Olaf Scholz. Une conséquence de l'affaiblissement des deux « partis populaires » (Volksparteien) – CDU-CSU et SPD –, qui ont dominé le paysage politique allemand pendant plus de soixante ans mais qui, désormais, pèsent trop peu pour se contenter d'un seul allié pour gouverner.

Malgré le caractère inédit de la situation, la formation de cette coalition dite « feu tricolore », en raison des couleurs associées à chacune de ses composantes, a suivi les mêmes étapes qu'au lendemain de chaque scrutin législatif. Après des « discussions exploratoires », qui réunissent les principaux dirigeants des partis prêts à travailler ensemble, vient le temps des « négociations » proprement dites, auxquelles participent plusieurs groupes de travail chargés de rédiger un « contrat de coalition ». Après les législatives de 2021, 22 groupes thématiques ont été constitués, rassemblant au total plus de 300 personnes.

« Eviter le retour d'un pouvoir fort »

Une fois le contrat de coalition bouclé – l'actuel compte 144 pages –, il est adopté par les différents partis, généralement à l'occasion d'un congrès extraordinaire. Feuille de route ultra-détaillée des réformes et des politiques prévues pour la durée de la législature, le document précise également la répartition des ministères entre les différents partis signataires. Point notable : chaque parti choisit les titulaires des portefeuilles qui lui sont réservés.

Dans un tel système, le chancelier n'est pas un directeur de casting, et son rôle en tant que chef d'équipe est très circonscrit. « Le gouvernement allemand est fondamentalement collégial et le rôle du chancelier est avant tout de fabriquer du compromis, pas d'imposer une décision, explique Henrik Uterwedde, chercheur à l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg. Après l'expérience du nazisme, tout a été fait pour éviter le retour d'un pouvoir fort. On a donc partagé celui-ci à tous les niveaux : entre l'Etat fédéral et les Länder ; au Bundestag, grâce à une représentation proportionnelle qui empêche un parti de dominer les autres ; et enfin à l'intérieur même du gouvernement, avec un chancelier dont la réussite dépend moins de sa capacité à trancher que de son aptitude à faire cohabiter des forces politiques différentes. Bref, tout le contraire de la Ve République. »

Dans ce système où le compromis n'est pas synonyme de compromission, la formation d'une coalition peut prendre du temps. Jusqu'au début des années 2000, il s'écoulait en moyenne un mois entre les législatives et la nomination du gouvernement. Sous Angela Merkel, la durée s'est allongée. ...En 2021, malgré le caractère inédit de l'expérience, la formation d'une coalition à trois n'a pas excédé soixante-treize jours. « En Allemagne, le temps politique n'est pas le même qu'en France, observe Henrik Uterwedde. Tout est souvent plus long, qu'il s'agisse de la formation d'un gouvernement ou de la moindre prise de décision. Mais une fois qu'une chose est actée, sa légitimité n'est généralement pas contestée car elle est le résultat d'un consensus qui a été trouvé en amont. »

« Débat politique plus policé »

S'il est indissociable d'un mode de scrutin qui rend quasi impossible l'existence de majorités parlementaires monopartisanes, le modèle des coalitions à l'allemande s'inscrit dans une culture politique qui dépasse de loin la seule question de la représentation proportionnelle. « Quand des partis savent qu'ils vont devoir s'entendre après les élections, ils ne font pas campagne de la même façon. ...

En Allemagne, si les coalitions fonctionnent, c'est aussi parce qu'elles sont adaptées à un pays où l'on n'attend pas des dirigeants qu'ils aient de grandes visions du monde, comme en France, mais plus modestement qu'ils règlent des problèmes concrets. Enfin, cela suppose que le chef soit un négociateur et un médiateur, bref, quelqu'un qui sache se mettre en retrait et ne pas prendre toute la lumière pour lui. Cela correspondait parfaitement au tempérament d'une Merkel, et c'est sans doute l'une des clés de sa longévité. Dans le cas de Macron, un tel rôle semble au contraire être à l'opposé de sa nature. »



CONCOURS ORAUX LV2 ALLEMAND 2022 Choix de textes de la session Juin 2022

Deutschlands Zukunftsfähigkeit

Es ist Krieg – aber vergesst den Fortschritt nicht!

Max Haerder, WirtschaftsWoche, 3.5.22

Die Ampel-Koalition versammelt sich am Dienstag auf Schloss Meseberg zur ersten Klausur. Dort muss sie sich fokussieren – sonst frisst die Zeitenwende alle politische Restenergie auf.

Wünschen Sie sich manchmal die Zeit zurück, als die größte Sorge eine Inzidenz von 100 war? Das dürfte der Ampel nicht viel anders gehen. Wenn man heute noch einmal die Präsentation des Koalitionsvertrages durch Olaf Scholz, Robert Habeck und Christian Lindner Revue passieren lässt, kommen einem die Auftritte vor wie Clips aus einem anderen Jahrzehnt.

Scholz, der designierte Kanzler, wie er erst staatsmännisch ernst über 3G doziert (Corona, Sie erinnern sich?) und sich dann diebisch über die Vertraulichkeit der Koalitionäre erfreut. Habeck, der von einer „Zeit der Krise“ spricht – und noch gar nicht ahnt, welche da noch kommen sollte. Lindner, der nur mühsam seinen Stolz in Zaum halten kann, „Entfesselung“ verkündet und ein Versprechen abgibt: „Wir werden das Land nach vorne führen.“

Knapp fünf Monate ist das erst her. Und ein Krieg und eine Zeitenwende später lassen diese Worte wie aus der Zeit gefallen erscheinen. „Mehr Fortschritt wagen“ – auch das Motto der Koalition von damals klingt heute mit all seinem optimistischen Pathos irgendwie seltsam. Die Realität zermürbt sie bereits, der Druck gewaltiger Verantwortung lastet auf ihr; Krise ist ein inflationär gebrauchtes Wort, aber diese Regierung weiß wirklich, was es bedeutet.

Die erste Regierungsklausur der Ampel, die an diesem Dienstag auf Schloss Meseberg beginnt, kommt deshalb keinen Tag zu spät. SPD, Grüne und Liberale täten gut daran, diese

Stunden des Innehaltens, Sammelns und Konzentrierens zu nutzen. Ansonsten laufen sie Gefahr, die Fehler zu wiederholen, die sie einst bei Angela Merkel wortreich kritisiert haben.

Die ehemalige Kanzlerin war eine Meisterin des Moments, eine Dirigentin der Gegenwart. Stets wog sie die Deutschen im guten Gefühl, geborgen zu sein, mochten sich da draußen die Wogen noch so hoch türmen. Merkel war eine Trutzburg gegen die Krisen und Konflikte dieser Welt: Fürchtet Euch nicht, Ihr habt ja mich. Allein: Es hatte seinen Preis. In 16 Jahren blieb vieles liegen. Die Kraft, die Merkel im Hier und Jetzt (ver)brauchte, fehlte für perspektivisches Regieren und Reformeifer.

Nun wäre es unfair, einer neuen Regierung nach kaum 16 Wochen Amtszeit den gleichen Vorwurf zu machen. Doch erstens muss sich die Ampel an ihrem eigenen Anspruch messen lassen, so vieles besser, schlauer, vorausschauender machen zu wollen als ihre Vorgänger. Und zweitens zeichnet sich in diesen Kriegstagen eben doch schon ab, dass der Fortschritt auszufallen droht.

Die Aktienrente beispielsweise, obwohl eindeutig für 2022 angekündigt, kommt nicht voran. Für alles sind Milliarden da, aber offenbar nicht dafür. Der einst als große soziale Frage erkannte Wohnungsmangel harret ebenso einer belastbaren Lösung. Wie das Ziel von 400.000 Wohnungen pro Jahr angesichts von Fachkräftemangel, fehlenden Grundstücken und explodierenden Baupreisen erreicht werden soll – vollkommen offen.

Was ist mit dem großen Digitalisierungsschub, dem konsequenten Bürokratieabbau? Lassen wir das. Und nicht zuletzt rückt auch die Konsolidierung des Bundeshaushalts in immer weitere Ferne (aus Gründen, schon klar) – ob der Finanzminister da nochmal Ressourcen und Macht für eine Steuerreform wird organisieren können? Wohlgermerkt für etwas, das den Namen Reform auch wirklich verdient? Genug.

Als der Kanzler am Dienstagmorgen in Meseberg zum Auftakt der Klausur kurz vor die Kameras trat, gab er sich von all dem unbeeindruckt zuversichtlich. Das Treffen werde dazu „beitragen, dass die Regierung ihren Kurs zur Modernisierung Deutschlands weiter fortsetzen kann, gerade auch in diesen schwierigen Zeiten“.

Nun ja. Die üblichen schönen Bilder fürs Fernsehen wird es geben, so viel ist sicher. Den Rest wird Scholz den schwierigen Zeiten aber schon noch abringen müssen.

Spirale des Schreckens

Caspar Busse, Süddeutsche Zeitung, 28.4.22

Eigentlich sind es gute Nachrichten für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer. Aldi will den Mindestlohn erhöhen, von Juni an sollen statt derzeit 12,50 Euro 14 Euro je Stunde gezahlt werden. Der Grund für die Großzügigkeit der für ihre Sparsamkeit bekannten Discounter-Kette ist die sprunghaft steigende Inflation. Aus demselben Grund fordert die IG Metall jetzt in der kommenden Tarifrunde für die Beschäftigten der Stahlindustrie 8,2 Prozent mehr Lohn. Und auch Reiner Hoffmann, Noch-Chef des Deutschen Gewerkschaftsbundes (DGB), dringt wegen des Preisschubs auf deutliche Lohnerhöhungen.

Was für den Einzelnen individuell erfreulich ist - mehr Lohn für die harte Arbeit -, ist in diesem Fall gesamtwirtschaftlich gefährlich. Denn eine, zumindest für deutsche Verhältnisse, enorm hohe Inflation von etwa sieben Prozent kann zusammen mit deutlichen Lohnsteigerungen eine Lohn-Preis-Spirale in Gang setzen. Die Inflation ist hoch, die Löhne steigen deshalb deutlich, dadurch werden Waren und Dienstleistungen teurer, die Unternehmen erhöhen die Preise, damit wird die Inflation befeuert, die wiederum zu höheren Löhnen führt - so geht es im schlimmsten Falle immer weiter.

Das Problem: Ist eine solche Spiralbewegung einmal in Gang, lässt sie sich nur schwer stoppen. So war es in der alten Bundesrepublik schon einmal in den 1970er-Jahren, damals gab es teilweise prozentual zweistellige Lohnerhöhungen und hohe Inflation - damals war der Auslöser der Ölpreisschock, heute sind es die plötzlich steigenden Energiepreise.

Was die Sache heute zusätzlich so gefährlich macht, ist die Lage der Weltwirtschaft. Nach zwei Jahren weltweiter Pandemie und mehr als zwei Monaten Ukraine-Krieg fürchtet die Wirtschaft einen deutlichen Rückgang, wenn nicht gar eine Rezession. Wirtschaftsminister Robert Habeck musste die Wachstumserwartung für Deutschland bereits deutlich reduzieren. Experten wie die des DIW sehen weitere enorme Risiken für die deutsche Wirtschaft, besonders wenn die Gaslieferungen aus Russland demnächst ganz ausbleiben sollten.

Gerade für die deutschen Unternehmen rächt sich nun die hohe Abhängigkeit von den russischen Energielieferungen. Konzerne wie BASF, die zuletzt voll auf billiges russisches Gas gesetzt haben, lamentieren jetzt am lautesten. Dazu kommen große Probleme bei den weltweiten Lieferketten. Schon die Pandemie führte hier zu ernststen Schwierigkeiten, Der Überfall Russlands auf die Ukraine und das Corona-Desaster in China hat die Lage weiter verschärft. Die Nachfrage nach bestimmten Gütern ist also teilweise da, doch es gibt wegen Produktionsschwierigkeiten ein geringeres Angebot - auch dadurch steigen die Preise.

Hohe Inflation und eine schwache Wirtschaftsentwicklung sind eine toxische Kombination. Volkswirte bezeichnen diese Situation als Stagflation, also eine Kombination aus wirtschaftlicher Stagnation und hoher Inflation. Die Gefahr, dass Deutschland und Europa in diese Lage geraten und dann nicht so schnell wieder herausfinden, ist gerade groß (in den USA ist die Inflation zwar auch hoch, aber die Wirtschaft brummt).

Umso wichtiger wäre es, dass die Europäische Zentralbank (EZB) und die Politik beherzt entgegensteuern. Doch sie tun es nicht. Im Gegenteil: Die Berliner Ampelkoalition bringt Entlastungspakete auf den Weg, was die Kaufkraft stärken soll, aber nach Meinung von Ökonomen die Inflation in dieser Lage weiter befeuern könnte. Auch Christine Lagarde, die Präsidentin der EZB, gibt sich seltsam zurückhaltend. Kurz vor Ostern erst war von wieder steigenden Zinsen die Rede, womöglich im Sommer, wann genau, ließ Lagarde aber offen.

Schon klar, die Lage ist kompliziert: Jeder Zinsschritt ist zwar gut gegen die Inflation, aber schlecht für die Konjunktur und für angespannte Staatshaushalte, besonders die der südeuropäischen EU-Länder. Jetzt rächt sich, dass die EZB viel zu lang ihre Niedrigzinspolitik verfolgt hat und die Zügel nicht angezogen hat, als das noch leichter möglich gewesen wäre. Trotzdem ist ein klares Signal der EZB im Kampf gegen die Inflation jetzt wichtig.

Die Europäische Zentralbank muss gegensteuern, aber das tut sie derzeit nicht

Ukraine-Krieg warf Schatten auf Feiern zum Europatag Bekenntnisse zu Freiheit und Demokratie

– Macron denkt laut über „Konföderation“ der EU mit anderen Partnern nach

Gianluca Wallisch, Der Standard, 10.5.22

Es sollte ein Feiertag für Europa sein – für einen Kontinent, der die Lehren aus zwei Weltkriegen gezogen hat und sich seitdem als Promotor von Frieden und Freiheit versteht. Es sollte auch ein Fest für die Jugend sein – sie wird über kurz oder lang die Verantwortung für die Europäische Union übernehmen. In Vorbereitung darauf hatten EU-Kommission und EU-Parlament dazu eingeladen, im Rahmen einer „Konferenz zur Zukunft Europas“ Ideen zu entwickeln.

Doch am Montag, dem Europatag, standen einmal mehr nicht Zukunftschancen im Mittelpunkt, sondern die Gefahren, die der Ukraine-Krieg für Europa bedeutet. Die Präsidentin der EU-Kommission Ursula von der Leyen sagte, halb warnend, halb hoffend: „Die Zukunft Europas ist auch die Zukunft der Ukraine!“ In diesem Zusammenhang stellte sie, zumindest indirekt, das Einstimmigkeitsprinzip bei Kernthemen der EU-Außenpolitik infrage: Dieses ergebe keinen Sinn, wenn Europa schnell handeln müsse.

Die Ukraine war auch Leitthema der Rede des französischen Staatspräsidenten Emmanuel Macron, der in diesem ersten Halbjahr 2022 den rotierenden Ratsvorsitz innehat. Die Ukraine allein habe das Recht, Bedingungen für Friedensverhandlungen mit Russland zu formulieren – die EU werde jedenfalls auf der Seite der Ukraine stehen.

Letztlich dürfe aber eine Krise wie jene in der Ukraine die EU nicht dazu bringen, ihre Zukunftsagenda zu stoppen. Der am Wochenende für eine zweite Amtszeit bestellte französische Präsident verpflichtete sich dazu, die Vorschläge der EU-Zukunftskonferenz zu beherzigen. Auch er sprach sich dafür aus, das Prinzip qualifizierter Mehrheiten zu propagieren – und sprach sich damit indirekt für eine Änderung der EU-Verträge aus. Außerdem schlug Macron die Schaffung einer „Europäischen Konföderation“ vor: eine Art „politische Gemeinschaft“ mit der EU als Kern, aber auch mit Partnern außerhalb der EU, wie etwa der Ukraine. Damit griff Macron einen Vorschlag seines Vorgängers François Mitterrand auf, der dies schon 1989, am Ende des Kalten Krieges, anregte.

Am Europatag kam natürlich auch Österreichs Bundespräsident, Alexander Van der Bellen, auf die Ukraine zu sprechen: „In diesen dunklen Tagen leuchten die Sterne der Europäischen Union besonders hell“, sagte er als Gast im Haus der EU in der Wiener Innenstadt. „Präsident Putin hat rote Linien überschritten – und Europa hat geantwortet“ und verteidigte damit auch seine wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Interessen und Werte.

„Gerade jetzt müssen wir mehr denn je zuvor unsere liberale Demokratie hochhalten“, mahnte Van der Bellen, „wir müssen gemeinsam das schätzen und verteidigen, was wir durch viele Jahrhunderte gemeinsamer leidvoller Geschichte errungen haben.“

„Aufbau, nicht Zerstörung“

Der Vertreter der EU-Kommission in Österreich, Martin Selmayr, sagte: „Europa ist die Stärke des Rechts – und nicht das Recht des Stärkeren.“ Europa stehe für Aufbau und nicht für Zerstörung. „Europa heißt Frieden und nicht Krieg.“

Vor einer Gefährdung des „European Way of Life“ warnte Europaministerin Karoline Edtstadler im Rahmen einer Feierstunde im Bundeskanzleramt. Nicht zuletzt aufgrund dieser Bedrohung von außen sei es nötig, dass die EU sich weiterentwickle, sich reformiere.

Und damit schlug sie gekonnt die Brücke zum eigentlichen Thema des Europatages 2022: zu den Zukunftsperspektiven. Leider, musste die Ministerin einräumen, sei der einjährige Diskussionsprozess in der EU-Zukunftskonferenz nicht immer so verlaufen, wie sie es sich erhofft habe. „Zu viel Zeit ging mit prozeduralen Fragen und interinstitutionellen Streitigkeiten verloren. Zu wenig wurde über akute Probleme und konkrete Lösungen diskutiert.“

Dennoch stecke Europa voller Potenzial – und geht es nach Edtstadler, dann wird die EU nicht auf 27 Staaten beschränkt bleiben: Auch die Ukraine könnte dort einen Platz finden – aber nur, wenn dies auch für die bereits in der Warteschleife befindlichen Länder am Westbalkan gelte.

Entfremdung im Herzen der EU – Frankreich driftet ab und Deutschland schläft

Gregor Waschinski, Handelsblatt, 18.4.22

Bei der Stichwahl in Frankreich steht das als gesetzt geltende deutsch-französische Tandem auf dem Spiel. In Deutschland wollen das wenige begreifen.

Manchmal wirken Deutschland und Frankreich wie ein altes Ehepaar, das sich nur noch wenig zu sagen hat, aber doch zusammenbleibt. Man hat sich an die Macken des anderen gewöhnt, die Kosten einer Trennung wären viel zu hoch. Und überhaupt: Was sollen die Nachbarn denken? Und wer bekäme im Scheidungsfall das gemeinsame Haus Europa?

Doch hinter der Fassade ist schon seit einiger Zeit eine Entfremdung zu spüren. Aktuell zeigt sich das am erstaunlichen Desinteresse der Deutschen an der Präsidentschaftswahl in Frankreich. Eine Wahl, deren Ausgang im deutsch-französischen Trott aber plötzlich so richtig für Aufregung sorgen könnte. Denn das Risiko eines Siegs der Rechtspopulistin Marine Le Pen in der Stichwahl gegen Präsident Emmanuel Macron darf nicht unterschätzt werden.

Natürlich: Im Mittelpunkt der Aufmerksamkeit steht gerade zu Recht der russische Krieg gegen die Ukraine. Doch die Frankreich-Wahl ist mit dieser historischen Herausforderung für Deutschland und Europa direkt verknüpft: Unter einer Präsidentin Le Pen bestünde die Gefahr, dass Paris aus der westlichen Front gegen Wladimir Putin ausschert. Pläne für eine stärkere europäische Zusammenarbeit in der Sicherheits- und Verteidigungspolitik wären hinfällig.

Deutscher Wirtschaft droht Zeit der Unsicherheit

Auf die deutsche Wirtschaft käme in diesem Szenario eine Zeit großer Unsicherheit zu. Denn Frankreich ist einer der wichtigsten Handelspartner von Deutschland. Beide Länder sind Gründungsgaranten des Gemeinsamen Markts in der Europäischen Union. Zwar spricht Le Pen nicht mehr davon, aus der EU auszusteigen. Doch mit ihrer Politik würde sie den Euro destabilisieren und die europäischen Verträge aushöhlen.

Das französische Gegenstück zum deutschen Desinteresse ist eine ungesunde Fixierung auf das Nachbarland. Insbesondere bei wirtschaftlichen Entwicklungen gibt es den Reflex, die Bundesrepublik umgehend als Vergleichsmaßstab heranzuziehen. Das nährt wiederum die Vorstellung eines „deutschen Diktats“, bei dem Berlin den Franzosen in der EU aus eigenen wirtschaftlichen Interessen angeblich seine finanzpolitische Agenda aufzwingt.

Dieses deutschlandkritische Motiv gehört nicht nur zum Repertoire Le Pens, sondern auch zu dem des Linkspopulisten Jean-Luc Mélenchon und des Rechtsnationalisten Éric Zemmour. Im ersten Wahlgang erreichten sie zusammengenommen gut 50 Prozent der Stimmen. EU-Skepsis und Abschottungssehnsüchte sind im französischen Mainstream angekommen.

Im Nachbarland ist etwas grundlegend ins Rutschen geraten. In Deutschland scheint man aber weiterhin von der Selbstverständlichkeit des deutsch-französischen Tandems auszugehen. Das ist ja seit Charles de Gaulle und Konrad Adenauer auch immer gut gegangen. Erst vor drei Jahren unterzeichneten beide Länder feierlich den Vertrag von Aachen, ein Update für den Élysée-Vertrag von 1963. Zumindest auf dem Papier ist die Kooperation gesichert.

Bei der französischen Stichwahl am 24. April könnte es ein böses Erwachen geben. Zwar ist die wahrscheinlichere Variante eine Wiederwahl Macrons. Doch die Umfragen und die Stimmung in Frankreich zeigen: Nie war die nationalistische Rechte näher an einer Machtübernahme.

Auch wenn sich der Präsident am Ende durchsetzt, wird er aller Voraussicht nach kein starkes Mandat für eine zweite Amtszeit erhalten. Die neuen Konfliktlinien dürften auch bei künftigen Wahlen den Rahmen setzen. Es wird höchste Zeit, dass Deutschland die veränderte Lage beim wichtigsten Partner in der EU zur Kenntnis nimmt.

Zoll schlägt Embargo: Warum die EU russisches Öl lieber verteuern sollte anstatt es zu boykottieren

Julian Olk, Handelsblatt, 10.5.22

Die neuerliche Uneinigkeit um das Ölembargo sollte die EU nutzen, ihren Plan noch einmal zu überdenken. Denn ein Zoll würde uns weniger und Putin mehr schaden.

Mit Sprichwörtern hat es Robert Habeck nicht besonders. Die EU müsse aufpassen, dass das Ergebnis des Ölembargos nicht sei, mit „Zitronen oder Steinen oder so zu handeln“, sagte er kürzlich. Doch recht hat der Vizekanzler mit seiner Aussage: Das geplante Einfuhrverbot für russisches Öl dürfte zu einer Maßnahme werden, die der Volksmund als ‚verschlimmbessern‘ bezeichnet: gut gemeint, schlecht gemacht.

Ein Embargo wird den Ölpreis weiter in die Höhe treiben. Werden nicht mehr die Pipelines zwischen Russland und der EU genutzt und beide müssen neue Handelswege per Schiff erschließen, ist das teurer - und treibt den Preis. Davon wird Putin profitieren. Erdöl lässt sich anders als Gas gut transportieren. Kann Putin sein Öl nicht mehr nach Europa verkaufen, wird er eine größere Menge anderswo loswerden.

Gut möglich, dass der steigende Preis einen signifikanten Teil des Schadens neutralisiert, den Putin durch die beschnittenen Verkaufsmöglichkeiten hat. Dann hätte der Westen nur verloren, weil er selbst höhere Preise zahlen müsste und ihm Öl fehlte. Die EU kann diesen Effekt durch Sanktionen gegen die Öl-Schiffahrtfirmen abbremsen, aber nicht wettmachen.

Ein Zoll auf russisches Öl hingegen wäre die bessere Lösung. Auf den ersten Blick klingt das absurd, weil eine Einfuhrsteuer an die europäischen Kunden weitergegeben würde. Doch diese Sichtweise ist zu kurzfristig.

Russland muss bereits Preisabschläge von rund 30 Prozent hinnehmen, weil immer weniger Länder noch russisches Öl haben wollen. Bei einem Importbann der EU würde der Abschlag sicherlich noch steigen. Doch ob das den steigenden Preis am Weltmarkt ausgleichen würde, ist fraglich.

Einnahmen in die EU- anstatt in Putins Staatskasse

Mit einem Zoll hingegen hätte die EU die volle Kontrolle. Sie könnte den Zoll genau so hoch wählen, dass er minimal niedriger als der Preisabschlag für Putin wäre. Dann würde er noch weiter nach Europa verkaufen. Der Weltmarktpreis würde aber viel weniger steigen als im Falle eines Embargos, sodass Putin womöglich durch den Zoll insgesamt weniger einnehmen würde als bei einem Lieferstopp.

Es stimmt, dass der Zoll an die europäischen Unternehmen und Verbraucher weitergereicht würde. Doch wie beschrieben steigen auch beim Embargo die Preise. Entscheidend ist die Frage, wo die Mehreinnahmen landen. Bei einem Embargo gehen sie in Putins Tasche, bei einem Zoll in die Kassen der EU-Staaten.

Und die EU könnte den eingenommenen Zoll nutzen, Unternehmen und Verbraucher von den Preissteigerungen zu entlasten. Sie könnte das zudem kontrolliert tun, also partiell, um Anreize zum Energiesparen aufrechtzuerhalten.

Von einem Zoll wären andere Länder wie Indien eher zu überzeugen. Ihr Mitwirken braucht es dringend, wenn Ölsanktionen Putin nachhaltig schaden sollen. Während ein Embargo Vertragsbrüchigkeit voraussetzt, ist ein Zoll rechtens, weil Russland sich nicht mehr auf die Regeln der Welthandelsorganisation berufen kann.

Nur wird sich die EU wohl nicht mehr von ihrem Embargo-Plan abbringen lassen. Die avisierte Übergangszeit von mehreren Monaten gibt Putin aber noch mehr Möglichkeiten, sich alternative Abnahmequellen zu suchen. Die Vorteile eines Zolls wären hingegen ohne Probleme für die EU sofort ausspielbar. Zumindest für jene Übergangszeit sollte Brüssel einen Zoll einführen. Ansonsten handeln wir mit „Zitronen oder Steinen oder so“.

Macron 2.0 könnte für Deutschland ein schwierigerer Partner werden

Gregor Waschinski, Handelsblatt, 25.4.22

Die zweite Amtszeit des französischen Präsidenten ist eine gute Nachricht. Die Gefahr, dass Deutschlands wichtigster Partner in der EU allerdings abdriftet, ist keinesfalls gebannt.

Die Franzosen haben sich mehrheitlich gegen eine wirtschaftliche und gesellschaftliche Abschottung entschieden. Emmanuel Macron hat klarer als erwartet gegen Marine Le Pen gewonnen. Er bekommt eine zweite Amtszeit, als erster Staatschef seit Jacques Chirac vor zwei Jahrzehnten. Das ist zunächst einmal ein Erfolg für den Präsidenten.

Macron hat Frankreich mit wirtschaftlichen Reformen vorangebracht, von der Entwicklung haben viele seiner Landsleute profitiert. Daran ändert auch das Zerrbild des „Präsidenten der Reichen“ nichts, das ihm seine Gegner vorhalten.

Sein unbeirrter Einsatz für ein starkes und unabhängiges Europa auf der Weltbühne ist die richtige Antwort auf die globalen Umbrüche. Für Deutschland und die EU ist Macrons Wiederwahl eine gute Nachricht.

Doch die Erleichterung über den glimpflichen Ausgang darf nicht darüber hinwegtäuschen, dass Frankreich tief gespalten ist. Macrons Spielraum in der zweiten Amtszeit ist begrenzt, sein Reformwille droht unter innenpolitischem Druck zu erlahmen.

Zur Erinnerung: Im ersten Wahlgang vor zwei Wochen stimmten mehr als 50 Prozent der Franzosen für Kandidaten vom rechten oder linken Rand. In der Stichwahl holte Le Pen nun mehr als 40 Prozent, das rechtsnationale Lager hat nie besser abgeschnitten. Die Wahlbeteiligung sank erneut. Das Bollwerk gegen die Extreme wird brüchiger. Das ist beunruhigend.

Gefahr, dass Frankreich abdriftet, ist nicht gebannt

Den größten Rückhalt hat Macron den Analysen der Wahlforscher zufolge bei Führungskräften und Senioren. Arbeiter und einfache Angestellte wählen dagegen die Rechtspopulisten.

Überspitzt formuliert: Macron ist der Präsident der Rentner und Besserverdienenden; Le Pen ist die Favoritin der Franzosen, die das Land jeden Tag am Laufen halten, sich aber abgehängt fühlen. Es ist eine Kluft, die eine Gesellschaft nicht dauerhaft aushalten kann. Die Gefahr, dass Deutschlands wichtigster Partner in der EU abdriftet, ist keinesfalls gebannt.

Macron muss etwas gegen die Spaltung unternehmen – und steht dabei vor einem Dilemma. Noch am Wahlabend signalisierte er, dass er auf den Unmut in der Bevölkerung stärker eingehen wolle, sprach demütig von einem „neuen Ansatz“. Mit veränderter Kommunikation allein wird er seine Kritiker aber nicht erreichen.

Die erste Amtszeit startete Macron mit ambitionierten Struktur- und Steuerreformen, um das Land wettbewerbsfähiger zu machen und das Potenzial der Wirtschaft zu entfesseln. Diese Politik hat zu robustem Wachstum und einem starken Rückgang der Arbeitslosigkeit geführt, zu einem deutlichen Anstieg ausländischer Investitionen und einer Welle von Firmengründungen.

Statt den bisherigen Weg fortzusetzen, könnten die Erfahrungen der Wahl den Präsidenten dazu verleiten, die Gräben im Land mit staatlichen Ausgabenprogrammen zuzuschütten. Macron hat schon durchblicken lassen, das von Le Pen gesetzte Kaufkraft-Thema in den kommenden Monaten zur Priorität zu machen. Dabei zeigen Studien, dass das verfügbare Einkommen der Franzosen in den vergangenen fünf Jahren unter ihm stärker gestiegen ist als unter seinen beiden Vorgängern.

Wichtige Aufgaben drohen auf der Strecke zu bleiben

Der Druck für einen Politikwechsel würde noch größer, sollte seine Partei bei der Parlamentswahl im Juni keine eigene Mehrheit bekommen und Macron sich beispielsweise mit dem Linkspopulisten Jean-Luc Mélenchon arrangieren müssen. Wichtige Aufgaben, allen voran eine Reform des französischen Rentensystems, drohen auf der Strecke zu bleiben.

Auch die EU-Agenda des Präsidenten könnte in den Hintergrund rücken. Und die in der Schlussphase des Wahlkampfs ausufernden sozialen Versprechen von Macron lassen Zweifel aufkommen, dass Frankreich es ernst meint, mit Blick auf den Schuldenstand von inzwischen 115 Prozent des Bruttoinlandsprodukts zu einer solideren Haushaltspolitik zurückzukehren.

Noch ist die Freude in Berlin über Macrons Wiederwahl groß, Bundeskanzler Olaf Scholz rief seinen Kollegen am Sonntagabend als erster ausländischer Gratulant an. Der französische Präsident könnte sich in seiner zweiten Amtszeit für Deutschland aber als unbequemerer Partner erweisen.

